



Conseil économique et social

Distr. générale
9 septembre 2016
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2017

30 janvier-8 et 21 février 2017

Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015 présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Agence pour le développement intégré au Congo	3
2. Al Zubair Charity Foundation	4
3. Association pour le développement de la société civile angolaise	5
4. Captive Daughters	6
5. Carter Center Inc.	7
6. Children International	8
7. China Association for Science and Technology	10
8. Ecumenical Federation of Constantinopolitans	11
9. Institut du développement social international	12
10. Intercambios	14
11. International Association of Penal Law	15
12. International Circle of Faith Chaplaincy Corps Ltd/Gte	16

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

16-15744X (F)



Merci de recycler



13. International NGO Forum on Indonesian Development	18
14. International Organization for Victim Assistance.....	19
15. International Presentation Association	20

1. Agence pour le développement intégré au Congo

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

L'Agence pour le développement intégré au Congo est une ONG créée pour faire face à l'ampleur de la pauvreté et des menaces sanitaires pandémiques.

Objectifs

Les principales tâches de l'organisation sont de fournir un soutien social aux personnes vulnérables, notamment aux femmes et aux enfants, de lutter contre la pauvreté en facilitant l'accès à la nourriture et au logement, d'encourager la sensibilisation à la gestion durable de l'environnement, de conserver et protéger la biodiversité, notamment par le contrôle de l'érosion et de la pollution, le reboisement et l'assainissement de l'environnement, et de contribuer au financement des associations coopératives grâce à des projets de développement pour les jeunes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Cette organisation a mené des actions de développement importantes dans la province de Lubumbashi, notamment la construction de centres de santé pédiatrique et d'écoles de niveau élémentaire et secondaire, l'encadrement de la jeunesse désœuvrée grâce à l'agriculture et l'élevage, l'assistance aux personnes vulnérables, la formation de ses membres à des activités génératrices des revenus et la formation des filles à la coiffure et à la couture.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Agence pour le développement intégré au Congo a contribué aux objectifs 1, 2, 4 et 6 du Millénaire pour le développement, notamment via la production et la distribution de produits agricoles et de poisson, l'encadrement de 1 030 élèves dans deux écoles, la prise en charge sanitaire de 8 253 enfants de moins de 5 ans dans les centres pédiatriques, la prise en charge psychosociale de 2 669 personnes atteintes du VIH/sida ou touchées par la maladie, et la participation à la commémoration de la Journée internationale de la femme en 2014 et 2015, à laquelle des milliers des femmes ont participé.

2. Al Zubair Charitable Foundation

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Créée en 1998, Al Zubair Charitable Foundation (ZCF) est une organisation non gouvernementale qui a son siège au Soudan.

Buts et objectifs de l'organisation

Le but de ZCF est de soutenir les populations en difficulté, notamment les femmes et les enfants. Pour ce faire, l'organisation fournit une assistance humanitaire aux personnes touchées par les crises, encourage l'adoption de moyens de subsistance durables, plaide auprès des décideurs afin d'améliorer la capacité des communautés de gérer leurs ressources naturelles, et cherche à promouvoir et à consolider la paix ainsi que la résolution des conflits.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En coordination avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ZCF a organisé un atelier de sensibilisation sur la violence sociale dans l'État du Nil Bleu qui a été suivi par 260 participants représentant 20 localités, des organisations de la société civile, des syndicats de la jeunesse et des femmes, des organisations de défense des droits des enfants et des dirigeants communautaires. ZCF, avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, a également coordonné la distribution de vêtements dans un camp de réfugiés de l'État de Khartoum.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

ZCF a régulièrement assisté aux sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève, ainsi qu'aux réunions de la Commission de la condition de la femme à New York.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

Aucune coopération à signaler.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

ZCF a créé une clinique chargée de dispenser des services médicaux gratuits dans le nord de Khartoum et a organisé un atelier de sensibilisation sur la nutrition et le dépistage précoce du cancer du sein. ZCF a également organisé une journée de travail volontaire pour lutter contre le tabagisme et la consommation de drogues en partenariat avec le Hayat Life Center for treatment and psychological rehabilitation (centre de traitement et de réadaptation psychologique Hayat).

3. Association pour le développement de la société civile angolaise – ADSCA

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

L'Association pour le développement de la société civile angolaise est une institution à but non lucratif dont l'action vise à promouvoir les droits de l'homme et à renforcer les capacités communautaires à travers de nouveaux projets de développement.

Objectifs

L'organisation a pour objectif d'informer et de sensibiliser les communautés en matière d'éducation civique et de promotion des droits de l'homme à travers des campagnes, la traduction de traités, et des débats avec les fonctionnaires et représentants du secteur privé, les autorités traditionnelles et les organisations nationales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Association pour le développement de la société civile angolaise a mené des campagnes en faveur de l'éducation civique et des droits de l'homme, de la sensibilisation à l'élimination de toutes formes de discrimination, ainsi que du renforcement des capacités communautaires. L'organisation a fourni l'appui nécessaire aux centres de détention et aux sites d'accueils de réfugiés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association pour le développement de la société civile angolaise bénéficie du statut d'observateur auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association pour le développement de la société civile angolaise a concentré principalement ses efforts sur le soutien aux programmes de développement à travers des activités de sensibilisation et de promotion. L'organisation commémore régulièrement les journées internationales consacrées aux droits de l'homme et à l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des réfugiés.

4. Captive Daughters

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Captive Daughters est la première organisation à but non lucratif établie en Californie dont l'objectif est de lutter contre la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, et dirige activement des programmes, organise des événements et publie des ouvrages sur la traite des personnes et la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.

Buts et objectifs de l'organisation

Captive Daughters estime que c'est grâce aux médias créatifs tels que YouTube, les documentaires et les longs métrages sur des questions relatives aux droits de l'homme que l'on peut le mieux exercer une action éducative sur la traite des personnes. Étendant son champ d'application aux droits de l'homme, elle redéfinit donc dorénavant sa mission comme un « militantisme à travers les médias créatifs ».

Changements à signaler

Entre 2013 et 2014, l'organisation s'est elle-même restructurée sous la dénomination « Captive Daughters Films ».

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

De 2010 à 2013, l'organisation a présenté un site Web de l'ONU portant sur la traite des personnes et les veuves. Depuis 2013, l'organisation a produit des comptes rendus de situation sur les pays touchés par la traite et est en train d'élaborer un long métrage sur la traite d'êtres humains au Népal ainsi qu'un documentaire sur les bombes à fragmentation au Laos après la guerre du Viet Nam.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Captive Daughters a assisté à la cinquante-septième session de la Commission sur la condition de la femme, qui s'est tenue le 15 avril 2013 à New York.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

Aucune coopération à signaler.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune précision sur le sujet.

5. Carter Center, Inc., The

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

En partenariat avec l'Université Emory, le Carter Center est déterminé à faire progresser les droits de l'homme et à soulager les souffrances humaines dans le monde entier.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Centre mène des actions en faveur de la paix, lutte contre les maladies et redonne espoir en travaillant aussi bien avec les gouvernements qu'aux côtés des populations souvent laissées pour compte.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Le Carter Center a présenté des rapports d'observation sur les élections aux organes conventionnels en 2014 et 2015. Membre du Comité directeur du projet relatif à l'administration et au coût des élections, le réseau du savoir électoral ACE, le Centre mène une action collaborative entre le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) et la Division de l'assistance électorale des Nations Unies. Le Carter Center a également travaillé avec le Département des affaires politiques, le Bureau de l'Envoyé spécial et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) sur la gouvernance et les choix constitutionnels offerts à la Syrie. Dirigée par le Carter Center, une coalition entre les Centers for Disease Control and Prevention (CDC), le Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies (FISE) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a fourni une assistance technique et financière aux programmes nationaux d'éradication du filaire de Médine (ver de Guinée) au Tchad, en Éthiopie, au Mali, au Soudan et au Soudan du Sud. Le programme de santé mentale du Carter Center au Libéria forme la main-d'œuvre et les prestataires de santé au Programme d'action Comblant les lacunes en santé mentale (mhGAP) de l'OMS à l'échelon national.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2015, le Carter Center a présenté son rapport sur le forum annuel des Défenseurs des droits de l'homme en guise de contribution à l'étude mondiale sur l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans la même année, l'organisation a également participé à la réunion de l'OMS sur la santé mentale et les intervenants en soutien psychosocial au Libéria.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

En 2014 et 2015, le Carter Center, avec le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) à Bangkok et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), a coparrainé des manifestations sur le respect des procédures, la discrimination à l'égard des femmes et les droits de la femme, réunissant à cette fin

des spécialistes des élections et des experts des droits de l'homme. L'organisation a également collaboré avec la Division de l'assistance électorale des Nations Unies pour faire reconnaître la Déclaration de principes applicables à l'observation internationale des élections. Elle a appuyé la Mission des Nations Unies au Bureau de la justice et au Ministère de la justice du Libéria dans l'élaboration de politiques nationales en matière d'aide juridique, et s'est associée avec l'UNICEF, le Gouvernement et les parties prenantes afin de mobiliser le réseau des chefferies pour lutter contre le virus Ebola et la rougeole.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

La stratégie du programme de contrôle du trachome relative aux opérations chirurgicales, à la propreté du visage et à l'amélioration environnementale (Trachoma Control Program strategy of Surgery, Antibiotics, Facial Cleanliness and Environmental Improvement – SAFE) a eu des effets positifs sur la réalisation des OMD. Le programme d'éradication du filaire de Médine (ver de Guinée) du Carter Center a contribué à la réalisation à l'échelon mondial des objectifs 1, 2, 6 et 7 du Millénaire pour le développement en réduisant le nombre de nouveaux cas de 96 %, soit de 542 cas signalés en 2012 à seulement 22 en 2015. Le programme de lutte contre la filiarose du Centre s'est attaqué à l'objectif 1 en Éthiopie et au Nigéria en traitant directement les helminthes (vers intestinaux) transmis par le sol. Le Centre a également promu l'objectif 8 en créant un partenariat avec des entreprises établies telles que Merck KGaA et Pfizer Inc.

6. Children International

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Children International (CI) est une organisation humanitaire non gouvernementale dont l'action vise à mettre fin à la pauvreté en aidant les enfants et les jeunes. L'organisation œuvre en Colombie, en République dominicaine, en Équateur, au Guatemala, au Honduras, en Inde, au Mexique, aux Philippines, aux États-Unis d'Amérique et en Zambie.

Buts et objectifs de l'organisation

La vision de Children International est que chaque enfant puisse sortir de son programme en bonne santé, instruit, avec un emploi, et capable de briser le cycle de la pauvreté. L'organisation réalise sa vision en faisant adopter des habitudes de vie saines, en mettant les enfants en lien avec les services, en parrainant la scolarisation des élèves par le paiement des frais, des uniformes, des fournitures, de cours particuliers et de bourses d'études, et en enseignant aux adolescents à acquérir des compétences essentielles, comme la capacité de diriger, la résolution des conflits et les compétences techniques.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Dans le cadre du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, Children International a facilité l'initiative désignée sous le nom de « World We Want E-Consultation with Children » (consultation numérique avec les enfants à propos du monde que nous voulons) et a également travaillé avec l'UNICEF sur un document d'orientation intitulé « Child sensitive accountability and the post-2015 agenda » (obligation de rendre des comptes tout en respectant les enfants dans le cadre du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015). Ce document a été présenté à plusieurs conférences des Nations Unies, a été publié sur plusieurs sites affiliés à l'ONU et a été diffusé auprès du Réseau transparence, responsabilité et participation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Children International attire régulièrement l'attention sur les obligations des Nations Unies à travers des communiqués de presse et les médias sociaux, et commémore la Journée internationale de la femme, la Journée internationale de la fille, la Journée mondiale de l'eau, la Journée internationale de la jeunesse et la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. L'organisation a été également représentée à la Réunion sur la jeunesse de Children and Youth Finance International (CYFI), tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 21 au 23 mai 2014, à New York.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

Children International a participé activement au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 en assistant à des conférences téléphoniques hebdomadaires dans le cadre du Groupe de travail sur les stratégies politiques, en liaison avec l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse. Après que le typhon Haiyan a frappé les Philippines en 2013, Children International a soutenu l'UNICEF pour mettre en service un centre de protection des enfants à la base aérienne de Villamor et a aidé à leur réhabilitation. L'organisation a également investi dans la création par l'UNICEF d'espaces adaptés aux enfants, en travaillant avec les écoles et les collectivités à l'ouverture d'espaces sûrs pour les enfants.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Les programmes de Children International visent principalement à aider les enfants et les jeunes à vivre en bonne santé, à s'instruire, à devenir autonomes et à éventuellement trouver un travail. Pour appuyer les OMD, Children International a lancé diverses initiatives dont l'objectif est de promouvoir l'égalité des sexes et d'inciter les communautés à faire du nettoyage en faveur de la durabilité environnementale et de la prévention des maladies.

7. China Association for Science and Technology

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

China Association for Science and Technology est une organisation-cadre qui a son siège en Chine et qui est composée de diverses sociétés universitaires et professionnelles exerçant dans le domaine de la science et de la technologie.

Buts et objectifs de l'organisation

China Association for Science and Technology a pour objectif de soutenir le développement économique et social. À cette fin, elle organise des échanges internationaux en faveur de l'innovation scientifique et technologique, diffuse des informations et fait la promotion de la pensée et des méthodes scientifiques, encourage la participation à la formulation des politiques nationales relatives à la science et à la technologie, et favorise la coopération internationale.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Un représentant de China Association for Science and Technology a été sélectionné pour être membre du Conseil consultatif scientifique du Secrétaire général des Nations Unies et a apporté son expertise scientifique à l'examen du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Entre 2012 et 2015, China Association for Science and Technology a organisé des ateliers et événements parallèles sur divers thèmes, notamment la gouvernance d'Internet, les initiatives relatives aux mégadonnées, l'économie verte, les changements climatiques et la résilience climatique. Les représentants participent activement à diverses réunions organisées par les Nations Unies, y compris la Conférence des Parties sur les changements climatiques et le Forum annuel sur la gouvernance d'Internet. China Association for Science and Technology a également participé aux réunions ci-après :

- Dix-neuvième Conférence internationale sur le sida organisée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Washington, 22 au 27 juillet 2012;
- Treizième Congrès mondial sur la santé publique, Addis-Abeba (Éthiopie), 23 au 27 avril 2012;
- Onzième Congrès international sur le sida dans la région de l'Asie et du Pacifique, Bangkok (Thaïlande), 18 au 22 novembre 2013;
- Vingtième Conférence internationale sur le sida à Melbourne (Australie), 20 au 25 juillet 2014.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

Entre 2012 et 2015, China Association for Science and Technology a collaboré avec le Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies (FISE) à la mise en œuvre d'un programme d'éducation non formelle pour les adolescents ayant pour objectif d'aider les adolescentes à s'adapter à leur lieu de travail et au mode de vie urbain. En collaboration avec l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement, l'organisation a accueilli la conférence intitulée « Open Knowledge Environment for Improving the Delivering of Public Services – Joint Efforts from Scientific Communities and Local Governments » (pour un environnement ouvert de connaissances favorable à l'amélioration des services publics – efforts collectifs des communautés scientifiques et des gouvernements locaux), qui s'est tenue à Beijing en septembre 2013. China Association for Science and Technology a travaillé avec le Département des affaires économiques et sociales à l'organisation d'une manifestation parallèle à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen global de la mise en œuvre des réalisations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI +10) à New York, le 14 décembre à 2015.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

China Association for Science and Technology a lancé divers programmes qui contribuent à la réalisation des OMD comme indiqué ci-après :

OMD 1 : Programme visant à réduire la pauvreté et ciblant des millions de pauvres grâce à la science et à la technologie en 2015;

OMD 2 : Plan d'action national d'alphabétisation dans le domaine scientifique pour les citoyens chinois afin de donner une impulsion à l'amélioration des connaissances scientifiques. Ce plan a bénéficié à plus de 280 millions de personnes à la fin de 2014;

OMD 6 : Programme de prévention et de lutte contre le sida auquel ont participé 460 ONG mettant en œuvre plus de 760 projets dans 30 provinces du pays.

8. Ecumenical Federation of Constantinopolitans

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Ecumenical Federation of Constantinopolitans est une association qui vise à protéger la communauté grecque orthodoxe autochtone d'Istanbul (Turquie). Ce statut international des minorités est fondé sur le Traité de Lausanne signé le 23 juillet 1923 sous les auspices de la Société des Nations.

Buts et objectifs de l'organisation

Ecumenical Federation of Constantinopolitans vise à contribuer à la survie de la communauté grecque orthodoxe d'Istanbul. L'organisation soutient également des initiatives en faveur d'une paix durable, de la prospérité et du respect des droits de l'homme en Europe orientale, dans les Balkans et au Moyen-Orient.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En application de la résolution 60/147 de l'Assemblée générale des Nations Unies, Ecumenical Federation of Constantinopolitans promeut l'élaboration et la mise en œuvre des mesures réparatrices visant à sanctionner les violations des droits de l'homme dont les communautés minoritaires ont été victimes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Ecumenical Federation of Constantinopolitans a participé à tous les forums sur les questions relatives aux minorités tenus à Genève entre 2012 et 2015, et a contribué à la réflexion sur les questions ayant trait au respect des droits de l'homme et des minorités à travers des déclarations orales et écrites. En novembre 2015, Ecumenical Federation of Constantinopolitans a organisé un événement parallèle au Siège de l'Organisation des Nations Unies qui a lieu à la commémoration du soixantième anniversaire du pogrom d'Istanbul des 6 et 7 septembre 1955.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

L'organisation a établi une coopération étroite avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève (Suisse).

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Ecumenical Federation of Constantinopolitans a élaboré un système d'apprentissage en ligne en grec pour tous les programmes des écoles élémentaires et a le projet de les mettre à disposition aussi en anglais et en turc. L'organisation dispose d'un programme de bourses d'études important pour aider les étudiants inscrits dans le secondaire et les universités, en les sensibilisant notamment aux principes des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

9. Institut du développement social international

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

L'Institute of International Social Development (IISD) met en œuvre des projets visant à responsabiliser les populations vivant en milieu rural, tribal et urbain en Inde concernant tous les aspects des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En plus de son siège social à Kolkata (Inde), l'Institute of International Social Development a également des succursales à New York, Paris et Genève.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institute of International Social Development a pour buts et objectifs de « construire un monde meilleur » à travers des activités de sensibilisation aux principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies et leur mise en œuvre. Son

slogan est « Une terre, une famille » et ses projets et programmes œuvrent à la réalisation de cet idéal.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Dans le cadre de son programme d'alphabétisation, intitulé « Projet Sushiksha », l'Institute of International Social Development a alloué des bourses permettant de financer le cursus scolaire des élèves et l'achat de fournitures. L'organisation a également réalisé un programme de santé intitulé « Projet Suswasthya », qui fournit des soins à plus de 5 000 familles dans la province du Bengale occidental et facilite l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires ainsi que la mise en œuvre d'initiatives de sensibilisation à l'environnement. L'organisation a également fourni du matériel agricole aux agriculteurs pauvres pour les soutenir et a aidé les familles frappées par la pauvreté à installer des toits sur leurs maisons.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institute of International Social Development participe activement aux réunions de l'Organisation des Nations Unies et a fait des déclarations aux cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission sur la condition de la femme. Les représentants ont également assisté aux cinquantième, cinquante et unième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions de la Commission du développement social, ainsi qu'aux douzième et treizième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones. L'organisation a également participé aux réunions ci-après à New York :

- Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, 20 novembre 2014;
- Événement de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, 25 septembre 2013;
- Sixième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, 17 au 19 juillet 2013; et
- Migrations internationales et développement : dialogue de haut niveau, les 3 et 4 octobre 2013, et auditions informelles interactives, le 15 juillet 2013.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

L'organisation est associée avec le Pacte mondial des Nations Unies.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Tous les projets et programmes sont conçus de façon à soutenir et à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

10. Intercambios

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Intercambios est une organisation ayant son siège en Argentine, qui promeut les droits et la santé des consommateurs de drogues à travers des programmes fondés sur la connaissance des faits.

Buts et objectifs de l'organisation

Les principaux objectifs d'Intercambios sont :

- D'élaborer des études interdisciplinaires sur la consommation de drogues du point de vue scientifique et éthique;
- De diffuser des informations sur les drogues légales et illégales afin d'inciter l'opinion publique à avoir une vision plus réfléchie et plus responsable de la consommation des drogues;
- D'augmenter les ressources destinées aux communautés des consommateurs de drogues, aux travailleurs sociaux professionnels et aux pairs éducateurs;
- De concevoir, mettre en œuvre et évaluer des programmes et interventions communautaires en matière de prévention;
- De développer un réseau de services sociaux et de ressources qui fournisse des services intégrés aux personnes touchées par la drogue; et
- De développer des infrastructures qui favoriseront la collaboration et la coopération entre les institutions, les chercheurs et les militants sociaux.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Intercambios a contribué aux travaux de l'Organisation des Nations Unies en publiant diverses études qui répondent aux questions ci-après concernant l'Argentine et l'Amérique latine : politiques de santé sur les drogues; initiatives sociales et de soins de santé pour les personnes ayant des problèmes liés aux drogues; prévalence du VIH et de la syphilis (*Treponema pallidum*) chez les populations vulnérables; consommateurs de drogues illicites et réponses de l'État; et lois sur les drogues et privation de liberté. Intercambios a également mis au point des programmes de prévention de la consommation de drogues dans les écoles et les quartiers pauvres de l'agglomération de Buenos Aires, et a réalisé une campagne médiatique et un projet de formation sur la réduction de la stigmatisation et de la discrimination chez les consommateurs de drogues. Intercambios a donné des cours en ligne et sur place, a contribué aux plans d'action globaux sur les problèmes liés aux drogues, et a organisé quatre conférences nationales en Argentine et deux conférences sur les politiques en matière de drogues en Colombie (2012) et au Costa Rica (2014). Intercambios commémore chaque année la Journée internationale contre l'abus des drogues et la Journée mondiale de la lutte contre le sida.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Régulièrement présents à la Commission des stupéfiants ainsi qu'aux consultations informelles avec la société civile sur la consommation de drogues et le VIH tenues par l'ONU DC entre 2013 et 2015, les représentants d'Intercambios ont également assisté aux réunions ci-après :

- Réunion technique mondiale sur la consommation de stimulants et le VIH organisée par l'ONU DC, Sao Paulo (Brésil), 25 au 27 janvier 2012;
- Consultation régionale dans le cône Sud sur la stratégie d'ONUSIDA (2016-2021), Buenos Aires (Argentine), 18 mars 2015;
- Débat thématique de haut niveau à l'appui de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue, New York, 7 mai 2015; et
- Dialogue régional sur la consommation de drogues et le VIH, Sao Paulo (Brésil), 22 et 23 juin 2015.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

Entre 2014 et 2015, Intercambios a contribué avec l'ONU DC à améliorer l'accès des consommateurs de drogues aux services de soins de santé dans neuf villes argentines. Ses représentants se sont réunis avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit que possède toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, sur la violence et sur le droit à la santé des adolescents en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2015, Intercambios a été choisi pour faire partie du Groupe de travail de la société civile représentant l'Amérique latine et les Caraïbes à la session extraordinaire de 2016 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune précision sur le sujet.

11. International Association of Penal Law

Statut consultatif spécial, 1948

Introduction

L'International Association of Penal Law (IAPL) vise à faire en sorte que la législation et les institutions rendent possible une administration plus humaine et plus efficace de la justice.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation se fonde sur les principes établis par la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les études et les réformes de l'IAPL concernent tous les systèmes principaux du droit, y compris les lois et celles relevant de la *common law*, ainsi que le droit pénal international substantiel et procédural.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Association définit ses programmes en fonction des problèmes les plus complexes qui se posent dans le domaine du droit pénal et elle contribue, par ses réunions d'ordre scientifique, à la réalisation des objectifs du Conseil économique et social, et plus particulièrement de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), concernant le crime organisé, la prévention du terrorisme et le blanchiment de l'argent. Elle a organisé les réunions ci-après afin d'avancer dans la réalisation du programme du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale :

- Technologies de l'information et politiques en matière pénale – Examen des conclusions issues du Congrès d'International Association of Penal Law à Rio de Janeiro (Brésil), 30 août au 7 septembre 2014;
- Assistance judiciaire mutuelle – Examen des insuffisances notées dans les cadres et les conventions juridiques en place;
- Corruption – Cette séance a permis de mettre en avant des liens importants qui existent entre le phénomène de la criminalité et la question systémique des fraudes institutionnelles, qui ont des incidences au-delà des frontières.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale tenu à Doha (Qatar) du 12 au 19 avril 2015. Ses représentants ont également assisté à la vingt-quatrième session de la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale tenue à Vienne (Autriche) du 18 au 22 mai 2015, à laquelle il a été notamment proposé de créer un groupe de travail pour examiner l'état de la coopération internationale en matière pénale.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

Aucune coopération à signaler.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune précision sur le sujet.

12. International Circle of Faith Chaplaincy Corps Ltd/Gte

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

International Circle of Faith Chaplaincy Corps (ICFCC) est une organisation religieuse dont la mission est de mettre en œuvre des projets à base communautaire. Elle dispose de 16 bureaux au Nigéria et est présente dans d'autres pays africains.

Buts et objectifs de l'organisation

ICFCC concentre son action sur l'aide humanitaire d'urgence, l'éducation et le soutien matériel aux nécessiteux, la sensibilisation aux maladies et épidémies, le renforcement des capacités communautaires en matière de leadership et de travail indépendant, le soutien psychologique aux familles, veuves, orphelins et personnes physiquement défavorisées, et la consolidation de la paix à travers le dialogue (à l'aide des mécanismes de règlement des différends).

Changements à signaler

Depuis l'obtention du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, ICFCC a élargi ses objectifs et axe dorénavant son action sur la baisse de la mortalité maternelle et infantile, l'égalité des sexes, la fin de la discrimination à l'égard des femmes, la durabilité environnementale, l'approvisionnement en eau potable et la réduction de la pauvreté.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

ICFCC a accueilli la formation en matière de leadership et de renforcement des capacités le 15 juin 2014 dans l'État d'Adamawa (Nigéria), qui a rassemblé des milliers de participants, dont des membres de personnel de sécurité et des chefs religieux et a abouti à la réalisation d'un document final intitulé « Dynamic of Peace with ways to nip conflict in the bud » (dynamique de paix et résolution précoce des conflits). Lors des hostilités provoquées par des insurgés au cours de la crise de novembre 2014 dans la même région, ICFCC a aidé à transporter certaines personnes dans des camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays tout en fournissant du matériel de secours pour les détenus. L'organisation s'est fait également le défenseur des droits des peuples autochtones lorsqu'elle a examiné les effets de la colonisation et du gouvernement après l'indépendance lors d'une visite rendue dans un établissement de soins aux personnes âgées à Abuja, le 26 juin 2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation se tient régulièrement informée des résultats ressortant des réunions organisées par l'Organisation des Nations Unies, y compris de l'Instance permanente sur les questions autochtones, du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement (OEWGA) et de la Commission du développement social, bien qu'elle n'ait pas été en mesure d'assister à ces réunions en raison de contraintes de financement.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

Aucune coopération à signaler.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Le 15 juin 2014, ICFCC a terminé un projet de forage d'eau dans l'État d'Adamawa au Nigéria où les conditions sanitaires insatisfaisantes ont entraîné un taux de mortalité élevé de femmes et d'enfants. ICFCC a également fourni des services médicaux et des soins oculaires gratuits à des centaines de mères et d'enfants.

13. International NGO Forum on Indonesian Development

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

International NGO Forum on Indonesian Development (INFID) est une association de 70 organisations membres, qui a son siège en Indonésie. Elle axe son travail sur l'égalité des sexes, la durabilité environnementale, les droits de l'homme, la démocratie, la consolidation de la paix, les droits de l'enfant et la diversité.

Buts et objectifs de l'organisation

INFID vise à promouvoir la démocratie, le bien-être, l'égalité, la justice sociale et la paix, afin de garantir la réalisation des droits de l'homme à l'échelon national et international à travers les activités ci-après :

- Activités de sensibilisation du public sur les valeurs des droits de l'homme, la démocratie, l'égalité, la justice sociale et la paix au moyen de l'éducation;
- Études, examens des différentes politiques et dialogues pour étayer des politiques qui garantissent le respect des droits de l'homme; et
- Coopération avec des partenaires afin de consolider la solidarité sociale à l'échelon national et international.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

À l'appui des OMD et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, INFID a publié différents rapports sur l'égalité sociale et la contribution de la société civile au développement national. L'organisation a également organisé un événement parallèle à l'Assemblée générale des Nations Unies le 23 septembre 2015, et a mené une série d'examen avec la société civile et des représentants du Gouvernement en vue de la préparation de la note de synthèse de la troisième Conférence des Nations Unies sur le financement du développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Outre les nombreuses audiences participatives sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, les représentants ont assisté aux réunions ci-après :

- Vingt-quatrième et trentième sessions du Conseil des droits de l'homme, Genève (Suisse), 20 au 27 septembre 2013 et 16 au 24 septembre 2015;
- Soixante-huitième Assemblée générale des Nations Unies à New York, 19 au 29 septembre 2013;
- Cent-huitième session du Comité des droits de l'homme, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Genève (Suisse), 23 mai 2014;
- Cinquante-deuxième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Genève (Suisse), 26 avril au 3 mai 2014.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

En 2012, INFID a signé un protocole d'entente avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour lutter contre l'exploitation forestière illégale et les liens entre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts et la corruption.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), INFID a accueilli une réunion préparatoire des organisations de la société civile à l'intention des multiples parties prenantes intéressées en vue de la réalisation du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, qui s'est tenue à Bali (Indonésie) du 23 au 25 mars 2013. Également en 2013, l'organisation a contribué à l'action du Gouvernement à l'échelon local et national pour lutter contre le taux de mortalité maternelle et s'est joint aux efforts de la société civile pour réaliser les OMD.

14. International Organization for Victim Assistance

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

L'organisation a été créée pour renforcer les actions à l'échelon national et international en faveur des victimes de crimes, de violence et de catastrophes naturelles. Elle a son siège dans l'Oregon (États-Unis d'Amérique) et exerce sa mission dans le monde entier.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mission d'améliorer les droits des victimes de crime, de violence et de catastrophes naturelles, les services qui leur sont rendus ainsi que la prévention de la victimisation. Elle met l'accent sur la mise en œuvre des normes et décisions émanant de la résolution 40/34 (1985) de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir. Elle joue le rôle de catalyseur du changement en se fondant sur son expertise pour promouvoir des politiques, des protocoles et des programmes grâce aux activités de plaidoyer et à l'action; développer l'éducation et la formation pour être plus à l'écoute des traumatismes, centrer son travail sur les victimes et adapter son action aux différentes cultures; collaborer à des initiatives de renforcement des capacités; intervenir directement sur le plan affectif et psychologique; et encourager le suivi et l'évaluation des résultats.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué au projet de rédaction du manuel de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur les victimes de crimes et d'abus de pouvoir. Elle encourage également à s'intéresser au projet pertinent d'une

convention qui vise à améliorer la mise en œuvre de la résolution de 40/34 (1985) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation était représentée au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale organisée à Doha (Qatar) du 12 au 19 avril 2015. Son président a présidé la réunion de haut niveau intitulée « Why do victims matter: 30 years anniversary of the Declaration of the Basic Principles of Justice for Victims of Crime » (Pourquoi les victimes comptent : trentième anniversaire de la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité), à laquelle étaient présents la Commission des droits de l'homme, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la Cour pénale internationale (CPI), les États membres et différentes organisations non gouvernementales.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

L'organisation est membre de l'Alliance pour la prévention de la violence qui relève de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). C'est un réseau regroupant des États membres, des organismes internationaux et des organisations de la société civile dont la mission est de prévenir la violence. La dernière réunion en date portait sur la prévention de la violence et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et s'est tenue au siège de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Genève (Suisse) du 19 au 21 septembre 2015. International Organization for Victim Assistance a également coorganisé des événements parallèles majeurs sur la justice réparatrice aux treizième et quatorzième réunions annuelles de l'Assemblée des États Parties de la Cour pénale internationale, tenues le 12 décembre 2014 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York et le 21 novembre 2015 au World Forum, à la Haye (Pays-Bas).

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation est fortement investie dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Elle mène pour cela des activités de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles et cherche à améliorer l'accès à la justice. Elle insiste également sur l'importance d'une mise en œuvre soutenue par l'investissement, les partenariats et la mesure des résultats.

15. International Presentation Association (IPA)

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

L'organisation est un réseau de collaboration qui cherche à remédier aux causes profondes de la pauvreté. Elle mène des activités dans 23 pays sur cinq continents.

Buts et objectifs de l'organisation

IPA cherche à créer des partenariats en vue de la justice mondiale en inscrivant son action dans une démarche collaborative tout en essayant de remédier aux questions qui touchent les peuples autochtones, les femmes et les enfants, les droits de l'homme et la défense de conditions de vie durables et respectueuses de l'environnement. Les membres d'IPA essaient de répondre aux besoins locaux en s'appuyant sur le système scolaire traditionnel, l'éducation alternative pour les enfants et les adultes, des programmes visant à l'autonomisation en particulier des femmes et des filles, des migrants, mais aussi sur des programmes nutritionnels, des services de soins de santé et la promotion de l'utilisation de l'énergie verte.

Changements à signaler

L'organisation a changé sa dénomination sociale. Œuvrant auparavant sous la dénomination « International Presentation Association of Sisters », elle est devenue « Presentation of the Blessed Virgin Mary to International Presentation Association, Inc ».

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

IPA contribue à la défense de l'Organisation des Nations Unies en tant que membre du Comité des ONG sur le développement social, le financement du développement, la migration, et d'autres organes importants. L'organisation a mené des consultations dans les communautés sur la migration et a publié ses conclusions sous le titre « Empowering Migrants: A Win-Win Situation » (responsabiliser les migrants : une situation gagnant-gagnant), mais aussi des enquêtes et des suivis connexes. IPA a parrainé la présence de participants australiens, indiens et zambiens à des réunions de l'Organisation des Nations Unies, y compris à la première Conférence mondiale sur les peuples autochtones en 2014 et à la cinquante-neuvième Commission sur la condition de la femme en 2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Entre 2012 et 2015, les représentants d'IPA ont participé régulièrement à divers événements de haut niveau sur la migration et le développement durable, tels que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 2012 et un atelier sur la prise en compte du développement durable dans les stratégies nationales de développement organisé par le Département des affaires économiques et sociales (DESA) en 2013. Aussi, les membres d'IPA ont assisté régulièrement aux sessions de la Commission sur le développement social et de la Commission sur la condition de la femme, aux différents forums sur les droits des peuples autochtones, à la Commission du développement social ainsi qu'à l'examen ministériel annuel, et ont fait des déclarations.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

IPA a collaboré avec les organismes des Nations Unies à l'organisation de manifestations parallèles dans le cadre de conférences majeures, dont la cinquantième et la cinquante et unième sessions de la Commission du développement social et la cinquante-sixième session de la Commission sur la condition de la femme. IPA a présenté un rapport au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) sur la situation des migrants du Pérou en 2015 et un rapport périodique universel (EPU) sur la situation des femmes et des

filles en Papouasie-Nouvelle-Guinée. IPA a aussi contribué à hauteur de 14 265,42 dollars des États-Unis à un programme de défense des réfugiés dirigé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en 2015.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

IPA a contribué à la mise en œuvre des OMD dans les pays ci-après : Australie, Bolivie, Canada, Équateur, États-Unis d'Amérique, Inde, Irlande, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Thaïlande, Zambie et Zimbabwe, exerçant ainsi son influence sur un large territoire au moyen de programmes de sensibilisation et de plaidoyer sur les OMD et d'activités de formation sur le leadership, la génération de revenus, la formation professionnelle, l'agriculture durable et les techniques de microcrédit.
